

Editorial / Introduction

Xavier Oudin
Madior Fall
Mathias Kuépié
Constance Torelli¹

Ce numéro de STATECO, le 105^{ème}, est le premier préparé avec DIAL en tant qu'unité mixte de recherche (UMR) entre l'IRD et l'Université Paris-Dauphine. Cette nouvelle attache universitaire de DIAL rejaillira sur la revue STATECO, qui s'ouvrira à un public plus académique, en plus de son public traditionnel de statisticiens et utilisateurs de statistique. Il s'agit toujours pour nous d'apporter un regard critique sur les méthodes statistiques et l'utilisation des statistiques dans les pays en développement, notamment en Afrique. Nous souhaitons cependant élargir la ligne éditoriale et ouvrir davantage la revue à des articles qui ne traitent pas nécessairement directement de méthodologie statistique.

Comme par le passé, STATECO alternera les numéros thématiques et les numéros ouverts. Dans ce dernier cas, nous tâcherons d'aborder des sujets d'actualité, de favoriser les débats, tout en respectant les critères d'excellence académique. Le présent numéro se situe entre ces deux formules, puisque deux articles présentés ici traitent des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Les autres articles s'intéressent également, sous des angles et avec des applications différents, aux indicateurs de développement.

Le premier article de **N. Bricas, S. Dury, et E. Fouilleux**, traite de la sécurité alimentaire et des statistiques produites pour la mesurer ou pour éclairer les politiques dans ce domaine. Les auteurs font remarquer que les institutions qui s'intéressent à la sécurité alimentaire n'ont pas les mêmes objectifs ni les mêmes préoccupations, et privilégient, en fonction de leurs intérêts, tel ou tel type d'indicateur. Institutions nationales et bailleurs de fonds, ainsi que les ONG qui travaillent dans ce domaine, produisent ou utilisent différents types de statistiques, que ce soit les tonnes produites pour ceux qui suivent la production, les prix et les revenus des paysans pour ceux qui s'intéressent aux producteurs, ou enfin les calories pour ceux qui ont une approche nutritionnelle. La production de chiffres est devenue un enjeu pour tous ces acteurs, souvent au détriment de la qualité de l'information et de l'analyse des données. Les INS sont parfois à la peine pour coordonner cette production statistique dont une grande part leur échappe.

Concilier différentes approches pour appréhender des phénomènes dans leur globalité, cela est bien un des buts des Objectifs du Millénaire pour le Développement comme l'explique **J-L. Rallu** dans son article. Avec plus de soixante indicateurs, choisis souvent en fonction de la disponibilité de statistiques, les INS sont terriblement sollicités. Les OMD ont cependant permis une amélioration sensible de la production de données par les INS grâce au financement d'enquêtes, à la normalisation de la production statistique et au renforcement des capacités des Instituts. Plus que cela, l'importance prise par les OMD dans les politiques de

¹ X. Oudin, IRD, DIAL ; M. Fall, AFRISTAT ; M. Kuépié, CEPS, DIAL ; C. Torelli, INSEE.

développement a renforcé le rôle des INS dans la société. Ils doivent jouer un rôle central dans l'appropriation des OMD par les politiques nationales. Ils sont comptables aussi bien vis-à-vis de l'Etat que de la société civile, d'où un besoin accru de transparence. Cet effet collatéral de la mise en place des OMD méritait d'être souligné.

L'article suivant, de **M. Cué**, s'intéresse au huitième des OMD, le seul qui concerne les pays du Nord, puisque c'est un objectif d'aide. S'il ne s'agit plus spécifiquement du rôle des instituts de statistique, la question des indicateurs de cet objectif est centrale. Alors que, pour les autres OMD, les indicateurs permettent de mesurer les avancées vers des cibles déterminées, ce n'est pas le cas pour le huitième OMD. Le montant global de l'aide au développement (en pourcentage du PIB), n'a pas de cible particulière. Il s'agit d'un effort à fournir par les pays du Nord, sans cohérence avec les autres OMD. De plus, alors que les pays du Sud sont évalués régulièrement dans leur marche vers les OMD, il n'en va pas de même pour les pays du Nord en ce qui concerne ce huitième objectif. L'indicateur principal de cet objectif, le montant de l'aide au développement, est lui-même controversé tant son calcul peut prêter à manipulations. Enfin, de plus en plus d'acteurs interviennent dans l'aide, que ce soit des puissances émergentes ou des acteurs privés, ce qui rend plus complexe la réalisation du huitième OMD.

Acteurs abondamment cités dans les articles précédents, les ONG sont des intermédiaires indispensables dans la réalisation des OMD. L'article de **M-A. Pérouse de Montclos** s'intéresse aux procédures de certification et autres modes des notations des ONG qui se sont mises en place ces vingt dernières années. Ces procédures, imitées de celles en cours dans le monde des entreprises, ont des limites, celles du quantitatif, dans un domaine où c'est la qualité qui devrait être le premier critère de notation. Souvent décriées par les ONG elles-mêmes, qui y voient une démarche hégémonique des agences d'aide, ces procédures de notation sont pourtant beaucoup utilisées par les ONG elles-mêmes pour classer les états ou les différents acteurs de l'aide.

Le dernier article de ce numéro, de **K. Liman Tinguiri**, illustre une évolution de la ligne éditoriale de STATECO. Il s'agit d'une analyse sans concession de la situation sociale en République de Guinée Equatoriale. Ce pays est, dans le monde, celui qui a le plus fort écart entre son rang de PIB par habitant et celui de l'Indice de Développement Humain. Cela signifie que la croissance économique ne se traduit pas en une amélioration des indicateurs sociaux de la population en matière d'éducation et de santé. C'est l'occasion de montrer comment les indicateurs mis en place par le PNUD permettent de comprendre la situation économique et sociale d'un pays. L'auteur élargit cependant son propos et propose une interprétation de ce cas de croissance sans développement.

Nous espérons que cette évolution de la revue, sans reniement des thèmes qu'elle a portés jusqu'à maintenant, continuera d'intéresser notre lectorat fidèle tout en attirant de nouveaux lecteurs.

MADAGASCAR FACE AU DEFI DES OBJECTIFS DU MILLENAIRE POUR LE DEVELOPPEMENT

Sous la direction de
B. Gastineau, F. Gubert, A.-S. Robilliard, F. Roubaud
 2010, Collection : Objectifs Suds, IRD Editions,
 336 pages, ISBN : 978-2-7099-1682-0

L'engagement de 147 chefs d'État d'accorder un « soutien indéfectible » à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) a eu un impact fort sur la structuration de l'aide, sur la définition des politiques promues et sur leur mise en œuvre par les gouvernements des pays du Sud depuis dix ans. Mais quel en a été l'impact sur le développement des pays concernés et quelle distance reste-t-il à parcourir pour que les OMD soient atteints d'ici à l'échéance de 2015 ?

Cet ouvrage propose un bilan à mi-parcours de l'état de réalisation des cinq premiers objectifs au sein de la Grande Île. Outre un diagnostic chiffré des évolutions récentes observées en matière de pauvreté, de scolarisation, de santé ou encore d'égalité des sexes, il présente les résultats de recherches originales sur des thématiques aussi diverses que la demande d'éducation, les discriminations, la fécondité, l'occupation spatiale du territoire... Au travers d'analyses minutieuses d'économistes, de démographes, d'agronomes et de géographes, les facteurs de blocage susceptibles de freiner la marche de Madagascar vers la réalisation des OMD sont mis en lumière. Ce livre apporte ainsi des éléments concrets, utiles pour la mise en place de politiques de lutte contre la pauvreté et la conduite d'actions de développement.



